

Une véritable renaissance urbaine

Réjean Lemoine

Special Issue, 2005

Québec : de génération en génération

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/520ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemoine, R. (2005). Une véritable renaissance urbaine. *Cap-aux-Diamants*, 71–76.

UNE VÉRITABLE RENAISSANCE URBAINE

PAR RÉJEAN LEMOINE

«La ville nous impose le devoir terrible de l'espoir... un étrange amour, l'amour secret de l'avenir et de son visage inconnu.»

Jorge Luis Borges

Québec, la vieille ville française fondée par Samuel de Champlain, en 1608, redécouvre progressivement la richesse de son tissu urbain et la valeur de son patrimoine dans le dernier quart du XX^e siècle. Après les exubérances modernistes de la Révolution tranquille qui ont bétonné, enlaidi et balafré le visage de la ville, Québec renoue avec ses vieux quartiers, ses places publiques et son arrondissement historique. Cette renaissance de la vitalité urbaine débute dans le quartier du Vieux-Port, au début des années 1980, pour se poursuivre dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste, dans les années 1990.

Ce texte veut raconter cette entreprise de renaissance urbaine à Québec en la remettant dans le contexte global de revitalisation des grandes villes en Amérique du Nord. Il veut également s'arrêter sur l'importante question des fusions municipales. Ce débat mène, au début du nouveau siècle, à la création d'une seule grande ville sur le territoire des treize anciennes municipalités de la Communauté urbaine de Québec. La nouvelle ville voit sa population augmentée de 170 000 à plus de 500 000 résidents.

L'ÉTALEMENT URBAIN

La ville de Québec connaît, dans les décennies 1960 et 1970, une période de difficultés économiques et sociales liée à la progression de l'étalement urbain. Son centre-ville exsangue se vide et se dégrade rapidement. Le développement des municipalités de banlieue, le développement du réseau routier et la construction de centres commerciaux en périphérie lui font perdre des dizaines de milliers d'habitants. Sans l'annexion des quartiers Duberger, Les Saules, Neufchâtel et Charlesbourg-Ouest, dans les années 1970, la ville centre de Québec se serait retrouvée dans une plus mauvaise posture démographique et financière encore.



L'Université du Québec et l'église Saint-Roch. Photo : Yves Beauregard, 2005.

L'esprit fonctionnaliste de l'époque favorise la concentration de la population jeune et active, génération du *baby-boom*, dans les quartiers de maisons unifamiliales. Les lieux d'emplois se concentrent au centre-ville, plus particulièrement sur la colline parlementaire. Pour faire le lien entre la maison et le travail, les planificateurs de la Révolution tranquille construisent plusieurs autoroutes, c'est-à-dire Dufferin-Montmorency, Charest et Champlain. Ces nouveaux liens routiers font fi des quartiers anciens, entraînent de nombreuses expropriations et déplacent des centaines de personnes.

DE LA PLACE-ROYALE AU VIEUX-PORT

Un été mer et monde, en 1984, devait être une grande fête pour commémorer l'arrivée de Jacques Cartier, en 1534. La Corporation Québec 1534-1984 est fondée sous la présidence de Richard Drouin pour organiser 63

jours de festivités. Une programmation bancale et une mauvaise planification vont entraîner un échec lamentable de l'événement avec un déficit de 14 millions de dollars sur un budget total de 20 millions. Les organisateurs préoyaient attirer sur le site du Vieux-Port plus de six millions de touristes. Il en est venu moins de deux millions, provenant surtout de la région immédiate de Québec. Le coût de 30 \$ pour un passeport d'accès au site et les problèmes de stationnement expliquent en partie ce manque d'intérêt. Malgré cet échec, un événement important et spectaculaire mettra un peu de baume sur la plaie.

Le 30 juin 1984, plus d'un million de personnes s'agglutinent sur les rives du Saint-Laurent pour assister au départ des grands voiliers. Pendant les quatre heures de retransmission en direct de l'événement par la télévision de Radio-Canada, les Québécois s'extasient devant la beauté de ces voiliers et renouent avec le fleuve Saint-Laurent, délaissé depuis quelques décennies. Ainsi, à Québec, dans les années 1970, la plage publique du Foulon est fermée pour cause de pollution. Les rives et les berges sont asphaltées pour faire place aux autoroutes Dufferin-Montmorency et Champlain.

Lentement, dans la décennie 1980, se dessine un retournement de la conjoncture qui permettra la relance des quartiers anciens. L'acquisition par le gouvernement du Québec, en 1966, de dix-huit édifices dans le secteur de la Place-Royale dans la basse-ville est un signe avant-coureur de ce mouvement. Un immense chantier de construction débute pour restaurer l'ensemble du berceau de la civilisation française en Amérique. Cette restauration se réalise dans un esprit de reconstitu-

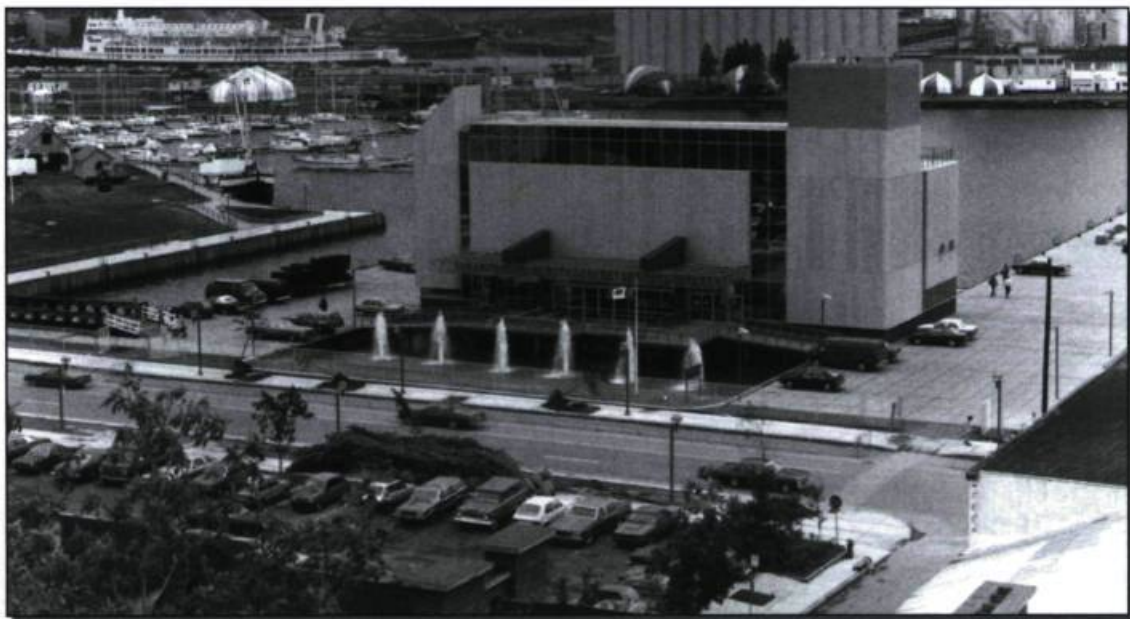
tion intégrale de bâtiments du Régime français semblable à celui de Louisbourg, en Nouvelle-Écosse. En 1978, un colloque permet de rectifier le tir et de poursuivre la restauration de Place-Royale dans un esprit plus respectueux de la trame urbaine existante.

Ce premier geste sera suivi dans le même quartier par l'initiative du gouvernement fédéral de réhabiliter le secteur du Vieux-Port. Il investit plus de 100 millions, entre 1981 et 1984, pour préparer les fêtes de l'arrivée de Jacques Cartier à Québec. La Société du Vieux-Port, créée en 1981, va restaurer l'édifice de la Douane et l'édifice du Port, construire une agora de 7 000 places et un Centre d'interprétation, refaire les quais et remettre en valeur la Pointe-à-Carcy. Une approche moderniste, de type *waterfront*, s'inspirant des premiers travaux de restauration de quartiers portuaires aux États-Unis, incite à construire des édifices de verre et de brique comme le John-Munn et le Louis-Pratt. Ces nouveaux édifices viennent cependant obscurcir les vues sur le fleuve.

La construction, en 1985, des Terrasses du Vieux-Port et d'un stationnement étagé sur le bord du fleuve déclenche un important débat public sur l'aménagement urbain de ce quartier. Le caractère public de la Pointe-à-Carcy est au cœur de ce débat. Une coalition de groupes de citoyens, sous le leadership de l'École d'architecture de l'Université Laval, réclame des audiences publiques à l'annonce, en 1986, de la construction d'un important projet hôtelier du groupe Pérez-Rocois.

Le débat sur l'aménagement du Vieux-Port s'inscrit dans un contexte de vives tensions politiques entre le gouvernement souverainiste

Initiative du gouvernement fédéral, le Centre d'interprétation du Vieux-Port est aménagé, durant l'été 1984, dans le cadre de la commémoration de l'arrivée de Jacques Cartier en Amérique. Photo : Edwards, Parcs Canada. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants, PH1993-0678).



de René Lévesque qui entreprend la construction du Musée de la civilisation et les autorités fédérales qui veulent construire un quartier neuf dans le secteur portuaire. La Commission Boulet est mandatée par le gouvernement fédéral pour tenir des audiences publiques sur l'avenir de la Pointe-à-Carcy à la suite de pressions insistantes de l'opinion publique. Ces audiences se tiennent à l'automne 1989. Dans son rapport final, elle confirmera le caractère public du secteur et le souci de préserver le patrimoine et de conserver les perspectives visuelles. Elle donnera également son autorisation à la construction d'un nouvel édifice sur la Pointe-à-Carcy pour une École de réserve de la marine.

Les nombreux conflits urbains dans ce secteur sont la démonstration d'un intérêt nouveau pour ce quartier au bord du fleuve. Chaque geste fait l'objet de polémiques et de débats comme la construction d'un cinéma Imax sur les quais du bassin Louise, au début des années 1990, ou l'implantation d'un terminal de croisières, au début des années 2000. Le quartier du Vieux-Port devient le premier quartier embourgeoisé de Québec. Ce mouvement de revitalisation de quartiers vétustes, mis en œuvre par des artistes et des professionnels, a débuté dans les années 1970 dans le quartier Soho, à New York. Les maisons de chambres délabrées du Vieux-Port vont faire place à des condos. Le recyclage d'anciens entrepôts en appartements de luxe, comme l'édifice Gauvreau-Beaudry, est la marque de commerce du nouveau quartier.

La transformation de la rue Saint-Paul en rue des antiquaires, avec ses nombreuses boutiques et restaurants, devient le point d'orgue de cette revitalisation. En moins de vingt ans, la population augmente de 500 à 1 500 résidents et la moyenne annuelle de leurs revenus de 10 000 \$ à 40 000 \$. La Ville de Québec investit plus de 5 millions, en collaboration avec la Commission de la capitale nationale, pour transformer le stationnement devant la gare ferroviaire en une magnifique place de la Gare. Cette dernière intégrera la plus belle fontaine de la ville, réalisée par Charles Daudelin, en 1998. La place de la FAO située au carrefour des rues Saint-Pierre, Saint-Paul et Sault-au-Matelot est inaugurée en 1995. La sculpture-fontaine, en forme de figure de proue émergeant du pavé, marque le renouveau du quartier.

LE VIEUX-QUÉBEC

En décembre 1985, l'arrondissement historique de la ville est reconnu monument historique d'intérêt international par l'Unesco. Québec devient le premier centre urbain



■ Installé dans l'édifice de style Art déco de l'ancien magasin du Syndicat de Québec, *Le Soleil* est l'une des nombreuses institutions culturelles qui ont pignon sur rue dans le quartier Saint-Roch. Photo : Yves Beauregard, 2005.

nord-américain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. La ville reçoit cette reconnaissance à titre de berceau de la civilisation française en Amérique. Le Vieux-Québec est reconnu comme seule ville fortifiée en Amérique du Nord. Cette reconnaissance va accélérer les projets de restauration des derniers édifices abandonnés du Vieux-Québec et augmenter la pression touristique et commerciale dans le secteur. Il reste encore à trouver une vocation au dernier bâtiment imposant datant du Régime français : les Nouvelles Casernes.

La population du Vieux-Québec à la haute-ville a diminué de 11 000 résidents à 4 500 en 50 ans. Ce secteur constitue le quartier le plus pauvre de la haute-ville avec une moyenne de revenus de 24 000 \$. Les résidents se plaignent des problèmes de bruit, de pollution, de stationnement et de circulation des autobus touristiques ainsi que de la déficience du transport en commun. L'absence d'écoles et de commerces à proximité cause également problème. Évidemment, la venue annuelle de cinq millions de touristes, contribuant pour plus d'un milliard de dollars, a un impact majeur sur l'économie régionale.

DU CÔTÉ DE SAINT-ROCH

Le quartier Saint-Roch, cœur commercial de la Vieille Capitale, est l'objet d'une revitalisation majeure, à partir de la fin des années 1980. Porte d'entrée de la circulation automobile dans la ville, le quartier connaît un profond déclin dans les années 1970 et 1980. La rue Saint-Joseph, artère commerciale par excellence de la ville, doit fermer ses principaux grands magasins. La Ville réagit en transformant une section de cette rue en mail com-



■ Chantier de l'Agora du Vieux-Port devant l'édifice de la douane, en 1982. (Banque d'images de *Cap-aux-Diamants*, fonds Serge Juneau, PH2000-2763).

mercial couvert de béton pour imiter ceux de la banlieue. La fermeture des dernières entreprises manufacturières laisse également de nombreux édifices vacants. Ce quartier voit alors augmenter de manière significative les activités de prostitution de rue, de trafic de drogue et devient un lieu d'affaires pour les bandes de motards criminalisés.

Déjà, au début des années 1980, les voies ferrées sont démantelées sur le bord de la rivière Saint-Charles pour faire place à des projets d'habitation. La bibliothèque publique Gabrielle-Roy est inaugurée à la place Jacques-Cartier, en 1982. Mais la volonté politique de l'administration municipale, en place depuis 1965, est de faire un geste significatif en construisant un immense centre commercial sur le site de la Grande Place, à la jonction du boulevard Charest et de la rue de la Couronne. Afin de contrer les attraites de la banlieue et de ramener les citadins au centre-ville, l'administration du maire Jean Pelletier propose la construction d'un centre commercial de 250 millions avec deux tours à bureaux de 25 étages et des condominiums. Le projet prévoit aussi l'aménagement d'un stationnement étagé souterrain directement branché sur la bretelle de l'autoroute Dufferin-Montmorency en démolissant l'édifice du Cinéplex Odéon. Le groupe Citicom-Cadillac-Fairview s'associe à un promoteur local, Laurent Gagnon, qui possède de nombreux immeubles dans le secteur pour réaliser le projet mis en œuvre par la Ville.

Ce projet implique la construction d'un lien routier souterrain sous la Grande Place et l'implantation d'un métro de surface entre le quartier Limoilou et la colline parlementaire. Ces deux liens permettraient ainsi d'amener 250 000 personnes par semaine à la Grande Place. De plus, pour attirer la clientèle touristique de la haute-ville, il faut pouvoir accéder au centre commercial à la hauteur du patro Saint-Vincent-de-Paul en démolissant les bâtiments historiques de la côte d'Abraham.

Ce projet soulève une vive polémique et sera l'enjeu principal de la campagne électorale municipale de l'automne 1989. Elle entraînera une défaite surprise du parti du Progrès civique au pouvoir depuis 1965, ayant d'abord été dirigé par Gilles Lamontagne, en 1965, puis par Jean Pelletier, en 1977. L'élection de 1989 se jouera entre Jean-François Bertrand, candidat à la mairie du Progrès civique, et Jean-Paul L'Allier, représentant du Rassemblement populaire. Monsieur L'Allier propose d'aménager Saint-Roch de manière plus respectueuse et d'enquêter sur les agissements douteux de l'administration Pelletier dans le dossier des transactions immobilières à la Grande Place. Monsieur Bertrand, de son côté, souhaite aller de l'avant avec le projet controversé.

L'usure et le débat sur la Grande Place auront raison du parti au pouvoir. Jean-Paul L'Allier sera élu maire de Québec, le 5 novembre 1989, avec une équipe majoritaire de 17 conseillers sur 21. Un débat télévisé entre les deux aspirants, le 24 octobre, a favorisé L'Allier que les sondages donnaient perdant.

La nouvelle administration municipale s'attaque à la revitalisation du quartier Saint-Roch en annulant d'abord les ententes conclues avec les promoteurs Gagnon-Citicom et Cadillac-Fairview pour le développement de la Grande Place dorénavant appelée «Espace Saint-Roch». Puis, elle met en place une stratégie de revitalisation du quartier axée sur le développement de l'activité résidentielle et commerciale autour du grand espace vacant de la Grande Place. Ce trou béant au centre de la ville, utilisé comme stationnement non asphalté, est la résultante d'une centaine d'expropriations qui ont déplacé près de 1 000 personnes, de 1970 à 1988, pour un coût de plus de 20 millions. La Ville de Québec et le gouvernement provincial ont financé cette opération de démolition appelée «Rénovation de l'Aire 10-zone 2». Pour les gouvernements de l'époque, le quartier Saint-Roch s'appelait Aire 10 et le secteur de la Grande Place, zone 2!

La stratégie de l'administration L'Allier repose sur des actions de réparation et de cicatrization autour de la plaie que constitue le trou de la Grande Place. La Ville lance d'abord une opération de revitalisation commerciale et de réaménagement urbain de la rue Saint-Joseph. Elle fait de même avec les artères de circulation de transit des rues de la Couronne et Dorchester. Elle débute la restauration de l'ensemble historique vacant et menacé de la côte d'Abraham. Elle propose la transformation des bâtiments en une coopérative multidisciplinaire d'artistes qui deviendra le projet Méduse. Finalement elle rachète et restaure, au coût de 13 millions, le magnifique bâtiment industriel de la Dominion Corset dorénavant appelé l'édifice La Fabrique. Elle y installera des services municipaux et y attirera l'École des arts visuels de l'Université Laval. Puis, elle invitera l'École nationale d'administration publique à s'installer dans une ancienne banque désaffectée sur le boulevard Charest.

Le geste le plus significatif de l'administration L'Allier est fait en 1992 : un investissement de plus de six millions dans la réalisation d'un parc avec chute d'eau et végétation indigène au cœur de l'espace vacant de la Grande Place. Le jardin Saint-Roch, en plus de devenir un élément attractif, permet d'enterrer définitivement le vieux projet d'autoroute de la Falaise, caressé par les ingénieurs de circulation Vandry et Jobin, depuis la fin des années 1960. Après la réalisation du parc, de nombreux projets viendront compléter l'aménagement du secteur. L'arrivée de la Télé-université, de l'Université du Québec et de l'Institut national de la recherche scientifique consacre la vocation éducative du quartier. La construction du Théâtre de la Bordée, la restauration du Théâtre Impérial, l'arrivée du magazine *Voir* ainsi que le retour du journal *Le Soleil* ramènent des activités culturelles et favorisent la disparition de la réputation sulfureuse du quartier.

Le succès de la revitalisation du quartier Saint-Roch questionne les difficultés actuelles des quartiers environnants comme Saint-Sauveur et Limoilou. Elle met également en relief la désaffectation des quartiers de la première couronne de banlieue. Cette première couronne est constituée des développements de maisons unifamiliales réalisés dans les années 1950. Ces développements se retrouvent, par exemple, dans les quartiers Maizerets, Saint-Rodrigue et Duberger dans la ville de Québec. Ils sont également présents autour des vieux noyaux des villes de Sainte-Foy, de Charlesbourg et de Beauport. Dans ces quartiers sont nés les premiers centres commerciaux de la région. L'activité commerciale s'est aujourd'hui déplacée le long de nouveaux axes autoroutiers. Ces quartiers en déclin et vieillissants sont situés dans une agglomération où 85 % des déplacements se font en automobile. La fréquentation du transport en commun dans la région a également décliné de 16 % à 10 % au cours des dernières années. En ce début de XXI^e siècle, ces quartiers risquent donc la marginalisation.

L'AVENIR DE LA CAPITALE

En juin 1995, quatre mois avant la tenue du dernier référendum sur la souveraineté du Québec, le gouvernement péquiste de Jacques Parizeau crée la Commission de la capitale nationale. Cet organisme travaillera à la mise en valeur de la capitale et à son aménagement. Plus de 100 millions de dollars seront investis dans des parcs, des places publiques et des projets d'embellissement. L'effort essentiel de la Commission, sous la direction de Pierre Boucher, se concentrera sur la revitalisation et l'humanisation de la colline parlementaire. Le boulevard René-Lévesque et l'avenue Honoré-Mercier sont complètement réaménagés. Les emprises autoroutières disparaissent, les rues transversales sont reconnectées en enlevant le béton et la végé-

■ Le réaménagement du boulevard René-Lévesque constitue l'une des réalisations importantes de la Commission de la capitale nationale. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants, PH2004-6064).



L'arrondissement historique de Québec est reconnu site historique d'intérêt international par l'Unesco, en décembre 1985. Le monument géométrique soulignant cette inscription sur la Liste du patrimoine mondial a été dévoilé l'année suivante. Photo : Yves Beauregard, s.d.



tation réapparaît. Les projets de la Commission sont cependant ralentis par des coupures budgétaires avec l'arrivée du gouvernement libéral de Jean Charest, en avril 2003. La Commission travaille actuellement sur la relance du projet de la promenade Samuel-de-Champlain sur le bord du fleuve, en prévision des Fêtes de 2008.

La bataille des fusions municipales éclipse, à la fin des années 1990, tous les autres problèmes politiques de la région de Québec. La décision du gouvernement péquiste de lancer un mouvement de fusions municipales forcées dans les grandes villes du Québec, occupe le devant de la scène politique, de 1999 à 2004. La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, fait adopter la Loi 170, en décembre 2000. Cette loi force, sans consultation populaire, la fusion des treize villes de la Communauté urbaine de Québec.

Une première élection se tient dans la nouvelle ville, en novembre 2001, où s'affrontent les tenants de la fusion et les opposants qui regroupent les maires des anciennes villes de banlieue. Le maire Jean-Paul L'Allier, promoteur de la fusion, obtient une victoire décisive en défaisant l'ancienne mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, par près de 60 % des suffrages. L'équipe du Renouveau municipal de Québec, le parti politique du maire, est cependant minoritaire au Conseil municipal avec 16 représentants contre 23 du côté de l'Action civique de Québec.

Une partie revanche se jouera, en 2004, avec la promesse du Parti libéral, nouvellement élu, de tenir des référendums sur les fusions forcées de 2001. Ce référendum aura lieu le 20 juin 2004. Seules les villes de L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin décident à cette occasion de quitter la nouvelle ville de Québec. Des villes se rallient avec enthousiasme comme Charlesbourg à 56 % et Beauport à 54 %. Le débat sur les fusions est clos.

Il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur ce bouleversement des structures municipales. Si la nouvelle ville permet une meilleure planification du développement et une gratuité des bibliothèques publiques, elle n'a pas entraîné les économies promises par ces promoteurs. De plus, l'équité fiscale entre les citoyens n'est pas encore acquise. Il faudra attendre encore une dizaine d'années avant d'arriver à une fiscalité équitable sur le territoire des treize anciennes villes. Ce problème risque de rester encore longtemps la priorité des électeurs, donc des partis politiques et des élus. D'ailleurs, une campagne électorale excitante s'annonce pour l'automne 2005. Les citoyens devront trouver un remplacement à Jean-Paul L'Allier, celui-ci ayant annoncé son départ de la mairie après seize années.

La ville de Québec a connu une renaissance urbaine au cours des vingt dernières années. Ses vieux quartiers ont profité d'une relance importante comme milieu de vie. Mais il faut être prudent, comme nous le rappelle le sociologue et philosophe polonais, Zygmunt Bauman, en affirmant que «les villes sont devenues les dépotoirs des problèmes engendrés globalement et il faut trouver des solutions locales à des contradictions globales». La ville de Québec n'est pas à l'abri de ces questionnements face à la mondialisation. Elle devra relever le défi du vieillissement de sa population et de la dégradation de son environnement tout en définissant son statut de capitale. Ce travail se fera à l'ombre de Montréal qui s'inscrit dans un réseau de grandes villes internationales où se joue l'avenir de la culture et de l'économie. ♦

■ Réjean Lemoine est historien et chroniqueur urbain à Radio-Canada. Il a été conseiller municipal du quartier Saint-Roch, de 1989 à 1997.

Pour en savoir plus :

Martin Dubois. *Paysage architectural à Québec : 60 réalisations créatives*. Québec, Les Publications du Québec, 2004, 159 p.

Andrée Fortin et al. *La banlieue revisitée*. Québec. Éditions Nota Bene, 2002, 302 p.

Luc Noppen et Lucie K. Morisset. *L'architecture de Saint-Roch : guide de promenade*. Québec, Ville de Québec, 2000, 139 p.

Luc Noppen et Lucie K. Morisset. *Québec de roc et de pierres*. Québec. Éditions MultiMondes, 1998, 150 p.

Jean-Marie Lebel et Alain Roy. *Québec 1900-2000, le siècle d'une capitale*. Québec, Éditions MultiMondes, 2000, 156 p.